



NPA 49

Cela fait maintenant trois semaines que le projet de loi Travail suscite le refus d'une grande partie de la population, des grèves et des manifestations. Après le succès de la mobilisation du 9 mars, le gouvernement a dû faire des concessions pour gagner des soutiens, notamment celui de la direction de la CFDT. Les dispositions qui augmenteraient la liberté de licencier par exemple pour raisons économiques ont été atténuées et le plafond des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif n'est plus qu'indicatif. Beaucoup de bruit aussi a été fait sur la « garantie jeunes », un dispositif d'insertion professionnelle accompagné, sous conditions, d'une aide financière qui existe déjà à titre expérimental et dont rien n'indique qu'il sera financé à une échelle de masse.

POUR LE RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL AUJOURD'HUI DANS LA RUE DEMAIN ON CONTINUE GRÈVE GÉNÉRALE



ASSEZ DE L'ARROGANCE PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE !

Mais le gouvernement n'a rien touché à ce qui est l'essentiel de la loi. Ce sont les accords d'entreprise, voire d'établissement, qui deviendraient la norme désormais. Ils pourraient être moins favorables que la loi, que les accords de branches, ce qui était déjà possible mais seulement, jusqu'à présent, à titre dérogatoire.

Si la loi passe, les travailleurs seront davantage à la merci du patronat qui pourra avec des référendums « révoquer sur la tempe » leur faire accepter la dégradation de leurs conditions de travail et de salaires en exerçant sur eux et sur les syndicats le chantage aux licenciements.

ASSEZ DE LA REPRESSION POLICIÈRE !



POUR GAGNER LE RETRAIT, PRÉPARONS LA SUITE

Par cette répression, le gouvernement espérait dissuader jeunes et travailleurs de se mobiliser. Il utilise aussi, cyniquement, l'actualité des monstrueux attentats de l'État islamique à Bruxelles pour occuper le terrain médiatique et détourner l'attention vers « autre chose » que la loi travail. Mais rien ne peut plus maintenant empêcher le succès de la mobilisation d'aujourd'hui.

Ce jeudi, nous pouvons massivement exprimer notre révolte et notre colère face à la loi Travail bien sûr, mais face aussi à toutes les attaques contre les droits des salarié-e-s, prises dans le seul intérêt du Medef, qui l'ont précédée.

Oui, nous nous serons des centaines de milliers à nous mobiliser, à faire grève, à manifester, pour exiger le retrait de la loi Travail. Dès maintenant, discutons des suites du 31, comment nous pouvons créer le rapport de forces pour faire reculer le gouvernement. Exerçons notre pression sur les directions syndicales nationales pour qu'elles ne puissent pas se dérober et osent affronter le gouvernement. Discutons-en sur nos lieux de travail comme le font les lycéen-ne-s et les étudiant-e-s dans leurs lycées et leurs facs. Tissons les liens nécessaires entre établissements, entre entreprises, entre salarié-e-s, jeunes, militant-e-s pour pouvoir nous-mêmes décider de la continuation de notre lutte.

Lisez

L'Anticapitaliste !

Hebdomadaire du NPA

Siège national du NPA :
2 rue Richard Lenoir
93100 Montreuil
(Tél : 01 48 70 42)



Et c'est bien ce qu'ont compris les dizaines de milliers de jeunes et de salarié-e-s qui ont à nouveau manifesté le 24 mars à Paris et dans de nombreuses villes malgré la politique d'intimidation du gouvernement. Manuel Valls a même eu le culot de prétendre dénier aux jeunes le droit d'avoir un point de vue sur leur propre avenir. Malgré aussi la répression. Dans plusieurs villes, les manifestant-e-s ont été gazée-s, et certain-e-s tabassé-e-s et interpellé-e-s. Parce que les policiers auraient été provoqués, parce qu'il y aurait eu des casseurs, disent la plupart des médias. C'est faux. Des vidéos, des témoignages de manifestant-e-s, montrent comment la police s'est acharnée sauvagement sur un jeune lycéen de 15 ans à Paris ; sur un homme plus âgé à Nantes. Au point que le ministre de l'Intérieur lui-même a été obligé de déclarer qu'il y aurait enquête.

950 CHÔMEURS DE PLUS EN ANJOU EN FÉVRIER 2016...

Alors qu'au niveau national, ce sont 38 400 salarié.e.s de plus qui se sont inscrit.e.s à Pôle emploi en février 2016 (ce qui porte à 5,46 millions le nombre d'inscrits, soit +3,7% en un an), le nombre de chômeurs angevins sans aucune activité et tenus de chercher un emploi (la catégorie A) a bondi pendant ce même mois de 40 580 à 41 530, soit +2,3%. S'il est vrai que la courbe oscille statistiquement d'un mois à l'autre, elle est globalement à la hausse (+3,8% par rapport aux 40 017 de février 2015). Toutes catégories A, B et C confondues, le nombre de chômeurs angevins est passé en un an de 70 071 à 72 710 (+2 639, soit +3,8%). Selon la ministre El Khomri, "ce mouvement de hausses et de baisses observé depuis 9 mois traduit une reprise timide de l'activité économique". À défaut d'être logique, le propos révèle au moins toute l'ineptie de la politique gouvernementeale par rapport à son prétendu objectif de lutter pour l'emploi. Ce n'est pas la "reprise", mais la réduction du temps de travail et une autre politique économique, au service de la population et respectant l'environnement naturel qui permettra d'éliminer le chômage !

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE 49

npa49@yahoo.fr - npa49.free.fr

Facebook : L'Anjou rouge

Ne pas jeter sur la voie publique